

## Game of Thrones arrive en tête des Emmy Awards

**TV AMÉRICAINE** *Game of Thrones* est comme l'an dernier arrivé hier en tête des nominations aux Emmy Awards, les trophées de la télévision américaine. La série câblée de HBO a reçu 23 mentions, devançant un programme d'un tout autre style, *American Crime Story*, une minisérie consacrée au procès pour meurtre du footballeur et acteur O.J. Simpson. » **ATS/AFP**

## Triple accusation contre Google

**Union européenne** » La Commission européenne a ouvert hier une troisième brèche contre le géant américain de l'Internet Google. Elle l'accuse cette fois de position dominante dans ses pratiques publicitaires.

L'entreprise de Mountain View est désormais visée par trois enquêtes de Bruxelles pour pratiques anticoncurrentielles sur trois sujets différents: une situation sans précédent dans l'histoire de l'UE.

Hier, l'Exécutif européen lui a adressé une «communication des griefs» – l'équivalent d'un acte d'accusation dans le jargon bruxellois –, lui «reprochant d'avoir abusé de sa position do-

minante en limitant artificiellement la possibilité, pour les sites web tiers, d'afficher les publicités contextuelles émanant de concurrents».

Le même jour, la Commission européenne a complété une accusation déjà formulée en avril 2015, selon laquelle Google a abusé de sa position dominante en favorisant systématiquement son service de comparaison de prix dans ses pages de résultats.

A ces deux fronts s'ajoute un troisième, ouvert le 20 avril dernier, concernant le système d'exploitation et les applications Android. Bruxelles accusait Google d'obliger les fabricants de smartphones utilisant son logiciel de

préinstaller ou de privilégier certains de ses services sur leurs appareils.

Dans chacun des trois cas, Google pourrait recevoir une amende allant jusqu'à 10% de son chiffre d'affaires.

Un porte-parole de l'Exécutif européen a toutefois précisé que le montant (de l'amende) «dépend du comportement anticoncurrentiel de l'entreprise ainsi que de la durée du comportement», a-t-il souligné.

Jusqu'ici, l'entreprise la plus lourdement sanctionnée par l'UE est le géant américain des logiciels, Microsoft: en moins d'une décennie, il a dû payer environ deux milliards d'euros. » **ATS/AFP**

## Erreur humaine probable dans la collision ferroviaire

**Italie** » L'erreur humaine semble être à l'origine de la terrible collision frontale entre deux trains qui a fait au moins 23 morts mardi dans les Pouilles, dans le sud de l'Italie. Un chef de gare a reconnu avoir par erreur donné le signal de départ fatidique, mais il se défend d'être le seul responsable.

«C'est moi qui ai fait partir ce train, c'est moi qui ai levé le disque vert, il y avait de la confusion, les trains étaient en retard», a déclaré le chef de la gare d'Andria, cité hier par les médias.

La violence du choc a pulvérisé les wagons de tête, faisant 23 morts et 52 blessés. » **ATS/AFP**

Les célèbres marbres du Parthénon exposés au British Museum pourraient retourner en Grèce

# Une loi pour la reddition des frises

« PASCAL FLEURY

**Patrimoine** » Deux cents ans exactement après la décision parlementaire britannique d'acquiescer les frises du Parthénon pour les exposer au British Museum à Londres, un groupe interpartis de députés vient de déposer, cette semaine au parlement, un projet de loi pour que ces célèbres marbres antiques puissent être restitués à la Grèce.

«Si, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, il pouvait sembler justifié de mettre en sécurité ces sculptures en Grande-Bretagne, cette époque est révolue depuis longtemps», a déclaré le libéral-démocrate Mark Williams, responsable du groupe, qui comprend douze députés des Partis travailliste, conservateur, Plaid (parti du pays de Galles) et SNP (parti national écossais).

### Marbres «mutilés»

Le projet de loi, qui devrait être débattu en janvier prochain, propose au parlement d'annuler sa vieille décision datée du 11 juillet 1816. Ce jour-là, il avait entériné le rachat des marbres du Parthénon cédés par le diplomate Thomas Bruce, ruiné après que sa richissime épouse et femme de lettres Mary Nisbet l'eut quitté. Ce patrimoine avait alors été transféré au British Museum, où une salle entière lui est consacrée.

Septième comte d'Elgin, l'ancien ambassadeur auprès de la Sublime Porte du sultan Sélim III à Constantinople (qui contrôlait aussi la Grèce) avait démonté dès 1801 les frises du temple d'Athènes sur l'Acropole et en avait ramené la moitié à Londres dans l'idée d'agrandir le château familial.

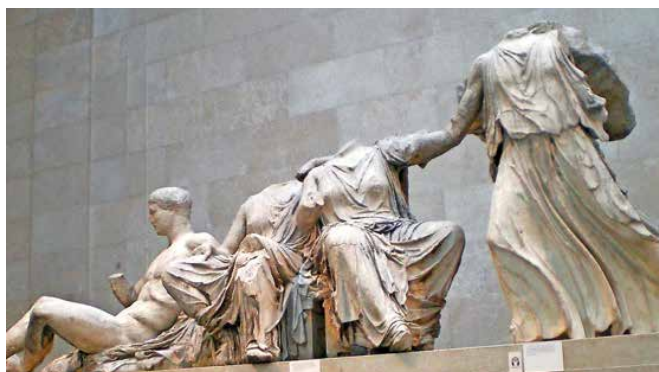
### Après le Brexit, la portée politique d'une restitution des marbres serait considérable

Pour emmener les précieux marbres, que l'écrivain romantique Alphonse de Lamartine a qualifiés de «plus parfait poème écrit en pierre sur la face de la terre», il n'avait pas hésité à les scier et à leur faire prendre de gros risques dans de périlleuses expéditions maritimes.

### Un achat controversé

Surtout, le comte d'Elgin semble s'être servi sur place sans complexe, comme nous l'explique le professeur Dusan Sidjanski, président du Comité suisse pour le retour des marbres du Parthénon: «L'exportation d'Athènes vers Londres s'est faite sans l'autorisation du sultan. Il n'existe qu'un texte en italien très douteux, écrit par un commis d'ambassade, qui autorise la réalisation de dessins in situ et le prélèvement de quelques vestiges abandonnés au sol. Or Thomas Bruce a emporté la moitié de la frise qui ornait le Parthénon, coupant les blocs en deux et les mutilant sévèrement pour pouvoir les transporter!»

Cette attitude peu regardante n'a pas manqué de susciter des critiques. En 1812 déjà, Lord Byron dénonçait dans un poème les dégâts causés à



Les marbres du Parthénon confiés en 1816 au British Museum à Londres attendent toujours leur retour à Athènes. Au centre, un détail de la frise nord. En haut et en bas, les extrémités du fronton est. Keystone/DR

l'Acropole «par des mains britanniques». Et en 1816, lors d'un débat à la Chambre des Communes, le député Hugh Hammersley s'insurgeait: «Je jette le blâme sur le caractère malhonnête de l'acquisition de la collection (...) au moment où le temple le plus célèbre du monde a été dépouillé de ses ornements les plus nobles.»

L'achat controversé n'a cessé de susciter la polémique depuis lors. En 1822 déjà, plusieurs députés du Parlement britannique ont proposé que les marbres soient retournés à la Grèce dès que le pays retrouverait son indépendance, ce qui s'est concrétisé en 1830. Athènes a alors régulièrement relancé Londres pour récupérer son patrimoine. En vain.

Le combat pour la restitution des marbres a pris un nouvel élan en 1982, à l'instigation de Melina Mercouri. La ministre hellénique de la Culture a fait de cette question bilatérale une affaire universelle. Elle a souligné que le Parthénon était devenu «le plus haut symbole de la civilisation pour le monde entier». Pour elle, pareille restitution «honorerait pour toujours le nom de la Grande-Bretagne».

### Refus du British Museum

Depuis lors, les actions se sont multipliées à tous les niveaux. L'Unesco a même été sollicitée comme médiatrice. Mais le British Museum refuse toujours d'entrer en matière, prétextant que les objets en sa possession, même spoliés autrefois, ne peuvent être restitués sauf à de très rares exceptions.

En l'occurrence, les sculptures du Parthénon sont «des éléments vitaux d'une collection mondiale interconnectée», a une nouvelle fois communiqué le musée, cette semaine sur internet. Et de préciser que ces frises font «partie intégrante d'une collection immense, qui va des origines de l'humanité au temps présent», qu'elles constituent «un témoignage incontournable de cette longue histoire» et que, s'adressant à un «public du monde entier», elles ont leur place dans le musée londonien.

### Un beau geste après le Brexit?

L'éventualité d'une procédure judiciaire a aussi été envisagée. L'avocate Amal Clooney, épouse de l'acteur George Clooney, a été chargée de rédiger un rapport sur le sujet. Mais la Grèce a finalement choisi la voie du dialogue, sur recommandation des associations luttant pour la réunification des marbres dans le nouveau Musée du Parthénon situé au pied de l'Acropole. «Une solution à l'amiable est préférable à une décision judiciaire, qui pourrait être risquée et définitive», commente le professeur Sidjanski, toujours confiant.

Une restitution des marbres du Parthénon pourrait aussi avoir une portée politique considérable après le récent vote britannique sur le Brexit. souligne Andrew George, président de l'Association internationale pour la réunification des sculptures du Parthénon, dans *The Independent*. Pour lui, «il ne pourrait pas y avoir de meilleure démonstration de générosité et de bienveillance» vis-à-vis de l'Union européenne. »